

**Geneviève Verdo, *Des peuples en mal d'union. Aux origines de l'Argentine*, Paris, Flammarion, collection « Le présent de l'histoire », 2025, 368 p.**

EMMANUELLE SINARDET

UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE, CRIIA - UR ÉTUDES ROMANES  
esinardet@parisnanterre.fr

1. Dans un ouvrage à la fois érudit et accessible, Geneviève Verdo propose une relecture profonde et nuancée des origines de la République argentine, un État dont la constitution relativement tardive remonte à 1853. Singulièrement, l'Argentine se distingue comme la seule région de l'ancien Empire espagnol à ne pas avoir engendré, immédiatement après l'effondrement impérial, une entité étatique unifiée : ce sont en effet quatorze républiques qui émergent et coexistent. S'attachant à l'étude de cette spécificité, Geneviève Verdo adopte une posture résolument critique à l'égard de l'historiographie dominante jusqu'aux années 1990. Celle-ci, largement façonnée par des cadres d'interprétation téléologiques, a longtemps dépeint l'histoire politique et institutionnelle de l'Argentine des années 1810 à 1850 comme le cheminement, certes jalonné d'obstacles, mais inéluctable vers la formation d'un État-nation. Geneviève Verdo s'attache à déconstruire cette perspective en montrant que cette séquence historique ne saurait être appréhendée comme une simple « antichambre de la nation » (p. 299), mais comme un véritable laboratoire politique, traversé de tensions structurelles, de projets concurrents, d'expérimentations institutionnelles, souvent inabouties.
2. Pour éclairer cette complexité, l'auteure inscrit sa réflexion dans une généalogie plus étendue, en reconsidérant l'impact des réformes bourbonniennes de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont l'influence déborde largement le cadre de la période coloniale *stricto sensu*. Elle met ainsi en lumière que les républiques provinciales qui émergent après le Congrès de Tucumán en 1816 ne constituent nullement une rupture, mais bien plutôt un prolongement des cités (*pueblos*), dont l'autorité, les compétences et la légitimité politique ont été consolidées avec la création de l'entité administrative du vice-royaume du Río de la Plata en 1776. Ce faisant, elle plaide en faveur

d'une analyse à hauteur des provinces, afin de faire apparaître les dynamiques que l'historiographie a qualifiées de locales depuis le prisme national, mais qui, en changeant d'échelle, révèlent des reconfigurations plurielles, porteuses d'alternatives en matière d'organisation politique. Geneviève Verdo ambitionne de « provincialiser le roman national » (p. 17) et y parvient brillamment, échappant aux nombreux écueils des lectures surdéterminées par l'échelle nationale. L'ouvrage démontre parfaitement que l'État-nation n'apparaît, en définitive, que comme une option parmi d'autres formes institutionnelles imaginées et proposées.

3. L'ouvrage de Geneviève Verdo s'inscrit en cela dans le sillage du tournant historiographique amorcé par François-Xavier Guerra, José Carlos Chiaramonte et Antonio Annino, lesquels ont soutenu que la nation ne constitue pas la cause des révolutions américaines, mais l'un des résultats – parmi d'autres possibles – de la crise de la monarchie espagnole. Il se rattache également aux travaux développant des approches infranationales, tels que ceux de Tamar Herzog (*Frontiers of Possession. Spain and Portugal in Europe and in the Americas*, Cambridge, Harvard University Press, 2015) ou, dans le contexte français, ceux dirigés par Jean Revel (*Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Seuil-Gallimard, 1996). Geneviève Verdo met en évidence des tensions qui ne sont pas dissoutes dans l'imposition d'un modèle venu d'en haut, mais qui, au contraire, cherchent à se résoudre dans un processus continu de négociation, de compromis et d'accords interprovinciaux – finement étudiés, au cœur d'une lecture pactiste de l'émergence de la République argentine, à rebours des récits unificateurs du roman national argentin.

4. Cette démarche revient sur deux dynamiques majeures, profondément imbriquées, bien que traditionnellement présentées comme antagonistes. La première est celle de la dispersion : au cours des premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, chaque province tend à se concevoir comme une république en devenir, dotée de sa propre souveraineté, de ses institutions et de sa légitimité propre – celle du *pueblo*. La seconde s'inscrit dans une logique d'unité : malgré leur autonomie, ces entités provinciales reconnaissent l'existence d'intérêts communs, qu'ils soient d'ordre économique – à travers des échanges commerciaux soutenus –, social, politique ou culturel, la question religieuse étant abordée de manière transversale dans l'ouvrage tout au long de la période étudiée. Ces liens d'interdépendance se voient renforcés par des expériences partagées, au premier rang desquelles

figurent les conflits armés, analysés avec acuité – qu'il s'agisse des occupations britanniques ou des luttes pour l'indépendance. Ces expériences contribuent à donner consistance à cet ensemble hétérogène et purement administratif qu'était, en 1776, la vice-royauté du Río de la Plata. La période postrévolutionnaire se lit ainsi comme celle des peuples – au pluriel –, ces communautés provinciales (*pueblos*) exerçant leur souveraineté, et, simultanément, comme un désir d'union – qui donne son titre à l'ouvrage. Cette union apparaît comme une construction négociée, pactisée et jamais définitive. Deux conceptions – l'une fédérative, l'autre unitaire – s'y opposent, certes, mais selon une dynamique bien plus complexe et ambiguë.

5. La démonstration dense, rigoureuse et d'une grande richesse repose sur une exploration approfondie de sources inédites, ainsi que d'archives connues mais jusque-là rarement exploitées de manière systématique : les fonds propres à chacune des provinces, les procès-verbaux des diverses institutions urbaines et législatures, les périodiques, les traités conclus entre les républiques provinciales et Buenos Aires et entre ces républiques elles-mêmes, la correspondance des acteurs, les mémoires, ainsi que les projets – qu'ils aient abouti ou non – élaborés au sein des différentes assemblées et congrès. L'ensemble de ces matériaux témoigne de l'existence d'une culture politique singulière, au sein de laquelle les catégories libérales et leur lexique, trop souvent interprétés comme les signes d'une modernité politique en marche, doivent être réinterrogés, depuis la perspective provinciale, à la lumière des notions de *pueblos*, du droit des gens et de l'idée d'une communauté naturelle instituée par Dieu.

6. Dans ce cadre, les provinces indépendantes s'efforcent de préserver leurs libertés. Geneviève Verdo met en lumière les processus de recomposition politique, en s'attardant tout particulièrement sur la chute du Directoire et la proclamation des indépendances provinciales en 1820, qu'elle analyse avec une clarté remarquable. Loin de lire les échecs répétés des tentatives constitutionnelles des années 1820 comme les indices d'un retard ou d'une immaturité politique, elle y décèle au contraire l'expression de réflexions multiples sur les modèles institutionnels et politiques à adopter, souvent conflictuelles, mais susceptibles de garantir les libertés des républiques provinciales tout en permettant un cheminement vers l'union. Celle-ci n'apparaît nullement comme une marche inexorable, mais bien comme le produit d'accords réversibles, de pactes jamais figés, dans une construction lente, labile, fragile et incomplète. Cette aspiration à l'union,

qui se manifeste sous des formes variées, s'exprime également, le cas échéant, à différentes échelles infranationales, comme en témoignent les tentatives d'union entre provinces voisines, par exemple des provinces du Cuyo (p. 253) ou du Nord-Ouest (p. 255).

7. Les apports de cette recherche ambitieuse sont nombreux, et l'on retiendra notamment l'analyse particulièrement éclairante du lexique libéral, qui révèle comment ce dernier échappe aux significations qui leur seront prêtées ultérieurement – jusqu'à aujourd'hui. Ils sont très tôt resémantisés par les nouveaux gouvernants pour légitimer le pouvoir et l'autorité des républiques provinciales. La lecture stimulante de cet ouvrage nous conduit également à reconsidérer les oppositions convenues, notamment celle évoquée plus haut, entre fédéraux et unitaires, trop souvent érigée en clé de voûte conflictuelle du récit national. Si Geneviève Verdo met effectivement en évidence l'existence de deux conceptions concurrentes de la nation, elle refuse toutefois toute lecture polarisée, préférant souligner les compromis pragmatiques qui jalonnent cette période. De même, elle remet en cause une autre dichotomie usuelle, celle qui oppose une culture politique dite « traditionnelle » à une autre qualifiée de « moderne », en montrant qu'il convient plutôt de parler d'hybridité : l'illibéralisme des gouvernements des républiques provinciales, surtout dans les années 1830, souvent rattaché à la tradition, s'avère être une autre facette et une autre modalité de la modernité politique.
8. Ce volume s'adresse aux chercheurs s'intéressant aux processus de formation des États-nations, tout particulièrement dans les Amériques, sans pour autant s'y restreindre. L'approche et la méthodologie élaborées par Madame Verdo offrent, en effet, un cadre analytique susceptible d'être transposé et adapté à l'étude des dynamiques de construction nationale en Europe comme en Asie – songeons, par exemple, aux cas indonésien, malaisien et singapourien. L'ouvrage s'adresse également aux étudiants, ainsi qu'à un public élargi, dans la mesure où l'argumentaire, quoique dense, demeure toujours accessible. La clarté du propos, alliée à la rigueur du plan adopté – deux parties organisées de manière chronologique –, rend parfaitement intelligible la complexité de cette période, les tensions à l'œuvre, leurs évolutions, ainsi que le rôle parfois ambivalent des acteurs. La première partie de l'ouvrage s'attache à retracer l'émergence des républiques provinciales, en montrant qu'elles s'ancrent dans le statut particulier conféré aux différentes cités du Vice-royaume du Río de la Plata par les

réformes bourbonniennes de 1776. Ces structures trouvent leur légitimation dans les principes politiques libéraux issus de la Révolution, dont les catégories sont mobilisées pour revendiquer l'autonomie face au pouvoir de Buenos Aires, avant de justifier, progressivement, la concentration des pouvoirs, notamment au cours des années 1830, remettant par exemple en cause le principe même de la séparation des pouvoirs. L'analyse du rôle des forces armées et des campagnes militaires s'avère, à cet égard, particulièrement utile : elle met en lumière les fondements militaires de la légitimité politique de ces nouveaux gouvernements, tout en soulignant la manière dont ces derniers exercent un contrôle renforcé sur les populations. Il s'agit de comprendre les modalités du durcissement de l'unanimité politique, du pouvoir domestique et de l'affirmation croissante d'une tendance antilibérale au sein du fédéralisme.

9. Dans un second temps, Geneviève Verdo élargit son analyse en mettant en lumière les relations interprovinciales qui se développent dès les réformes bourbonniennes, révélant un tissu dense d'échanges, d'alliances et de solidarités. Les trois chapitres qui composent cette seconde partie apportent des éléments inédits, venant confirmer, une fois encore, la pertinence de l'échelle provinciale comme cadre d'analyse, et consacrant les provinces comme de véritables laboratoires politiques. Les analyses consacrées aux invasions anglaises de 1806-1807, ainsi qu'aux différentes campagnes militaires menées dans le contexte de la Révolution et des guerres d'indépendance, se révèlent, à cet égard, particulièrement fructueuses. Elles permettent de saisir les interdépendances et les prémices d'un sentiment identitaire partagé face à un ennemi commun, bien que chaque province demeure farouchement attachée à ses droits, à sa souveraineté et à ses spécificités. C'est dans ce contexte que prennent tout leur sens les tentatives – mais aussi les échecs – de formaliser une union à travers divers projets constitutionnels, analysés avec une grande finesse. Ces tentatives avortées traduisent à la fois l'aspiration persistante à l'union des provinces et les efforts pour préserver leur souveraineté. Faute de s'incarner dans une voie constitutionnelle, le désir d'union s'exprime autrement : par un enchevêtrement de pactes, d'accords et de traités conclus entre gouvernements provinciaux et entre républiques provinciales et Buenos Aires. En annexe (p. 353), figure d'ailleurs une impressionnante chronologie des pactes interprovinciaux conclus entre 1820 et 1841. L'analyse que Geneviève Verdo propose de ces textes met en lumière l'existence d'un socle de principes partagés

– liberté, représentation, droit, sécurité – autour desquels s'articulent les compromis politiques. Tous ces gouvernements œuvrent aussi à garantir leur propre pérennité, et c'est également sous cet angle que Geneviève Verdo éclaire l'importance stratégique accordée à la qualité des relations interprovinciales : il en va, littéralement, de la survie des républiques provinciales que d'entretenir des liens fondés sur la réciprocité, la coopération et la défense mutuelle. La notion de « construction pactiste » (p. 251) de la république, fondée sur une série d'accords bilatéraux ou multilatéraux, précaires mais politiquement signifiants, prend ici toute sa portée. Loin d'être le signe d'une incapacité à produire un ordre national cohérent et institutionnalisé, cette forme pactisée révèle au contraire une culture politique dans laquelle la construction de l'État s'élabore depuis le bas.

10. En restituant toute leur importance aux processus de négociation et de légitimation opérant à l'échelle « d'en bas », qu'elle soit municipale ou provinciale, Geneviève Verdo invite à s'émanciper du cadre national pour appréhender la genèse des républiques. Ce faisant, elle réhabilite des expériences institutionnelles longtemps reléguées aux marges du romans national et des récits historiographiques, et elle ouvre des perspectives précieuses pour le renouvellement des recherches sur les trajectoires post-impériales et postcoloniales dans les espaces américains – et au-delà.